
Publié le: 09-11-2008



Les citoyens sont-ils au courant des travaux et du fonctionnement du Parlement européen, ainsi que de leur effet sur leur vie quotidienne ? Que font les médias pour que l'information parvienne aux gens sous une forme accessible et compréhensible pour eux et pour qu'elle provoque leur intérêt ? Existe-t-il un risque de « flirt dangereux » entre le Parlement européen et les journalistes ?

C'est de tout cela que nous discuterons dans notre émission d'aujourd'hui dans le cadre de l'initiative Maintenant – nous travaillons ensemble avec le Parlement européen.

Sofia accueillait récemment une conférence consacrée au Cinquantenaire du Parlement européen. Financé par la Direction générale Communications du parlement européen, le forum qui était organisé par l'agence BTA et la télévision nationale bulgare était patronné par le président du parlement européen Hans-Gert Poettering et le président du parlement bulgare Gueorgui Pirinski. Selon Evelina Andreeva, secrétaire générale de la BTA, cette conférence est un bon exemple de projet, confié par le Parlement européen et exécuté conformément aux règles du Parlement européen, les échos soulevés à Bruxelles étant à cent pour cent positifs. Le forum a réuni plus de 50 journalistes connus de 12 pays d'Europe du Sud-est. Les médias comprennent-ils les problèmes européens et les reflètent-ils de manière adéquate ? Telle était la question fondamentale débattue par les participants.

« La façon dont les problèmes européens sont traités est incompréhensible pour une grande partie des citoyens des pays d'Europe du Sud-est – explique au micro de Radio Bulgarie Evelina Andreeva. – Et si les sociologues nous ont fourni des statistiques, selon lesquelles la région fait toujours partie des euro-optimistes, cela ne durera pas longtemps si nous autres – médias et journalistes – ne trouvons pas le meilleur langage pour faire comprendre aux gens ce qui se passe en Europe. Cette opinion a été exprimée non seulement par les représentants des médias, mais aussi par les politiques qui ont participé à la conférence, par les députés européens bulgares et par d'autres représentants du Parlement européen. L'agence télégraphique bulgare (BTA) s'est donné la peine de répertorier dans la presse bulgare, rien que des dix derniers jours qui ont précédé le forum des expressions qui sont utilisées dans les informations consacrées à l'UE. Comme par exemple : capacité d'absorption, forme d'application, clause rendez-vous, sommet européen, etc. Tous ces mots ne sont clairs que pour les journalistes et les institutions qui les utilisent. C'est pourquoi, nous avons été unanimes que nous autres, les médias, nous sommes ceux qui devons traduire le langage des institutions afin de le rendre compréhensible pour tout le monde. Nous sommes ceux qui devons provoquer l'intérêt des gens et leur montrer les sources d'information sur l'UE. Je vous citerai à titre d'exemple des chaînes de TV qui ont présenté à la conférence leurs programmes, liés à la problématique européenne. Les Albanais la présentent surtout dans leur journal télévisé et dans des émissions publicitaires, alors que les Roumains ont diffusé à la TV nationale pendant des mois un feuilleton télévisé avec la participation de leurs acteurs

les plus connus, présentant les divers pays membres de l'UE, les programmes et les politiques d'une manière compréhensible, voire même humoristique. Le feuilleton a eu une cote d'audience extrêmement élevée. En ce qui concerne les journalistes bulgares, je pense que les médias bulgares sont actifs, qu'ils comprennent la nécessité de traduire le langage des institutions et que, du moins pour l'instant, ils sont conscients de la direction à suivre. A la fin, j'aimerais citer un des meilleurs journalistes de la TV nationale bulgare Boyko Vassilev qui aimait lancer de temps en temps cette petite phrase : « Essayons de présenter l'Europe plus sexy. »

« Les élections au Parlement européen en juin 2009 sont d'une importance particulière. Il nous faut faire en sorte que les gens soient mieux informés non seulement sur l'utilité de l'UE, mais aussi sur la nécessité d'un taux élevé de participation aux élections, sur l'importance de leur vote ». C'est ce qu'a déclaré le président du Parlement européen Hans-Gert Poettering dans un message vidéo adressé aux participants à la conférence. Radio Bulgarie a fait une petite enquête avec cette question : « Avez-vous l'intention d'aller voter et quelle information sur le Parlement européen attendez-vous des médias, afin que vous puissiez faire un choix informé ? »

« J'irai probablement voter » répond Maria Stomenova. « Cela dépend de la manière dont toute l'information sera présentée et de ce qu'on nous dira sur l'influence de ce parlement, afin que je puisse décider moi-même de participer ou non à l'élection des députés européens. Ce qui est peut-être le plus important pour moi, c'est de savoir plus de choses sur le rôle du parlement lui-même, sur l'importance de ses décisions pour nous, pour la Bulgarie et pour chaque Bulgare, sur ce que nous devons attendre des candidats eux-mêmes. Il est très important qu'ils n'aient pas la-bas uniquement à cause des avantages qu'ils auront en tant que députés européens, mais qu'ils aient aussi les qualités nécessaires ».

« Pour faire un choix informé » dit Kalina Sotirova, - j'aimerais que les médias bulgares, pas seulement la TV nationale et la Radio nationale, mais aussi la presse écrite présentent les candidats bulgares en tant que personnalités et ce qu'ils pourraient donner

la Bulgarie en tant que députés européens. J'aimerais voter pour des personnes et non pas pour des partis politiques. Si non, je ne voterais pas du tout. »

« Aimeriez-vous savoir sur le Parlement européen et de quelle façon voudriez-vous que l'information en soit donnée par les médias ? »

Qui est-ce qui influe sur le processus de prise des décisions ? répond Kalina. - Nous savons que la Bulgarie a été très critiquée pour différentes choses de sa politique intérieure. Comment exactement et sur la base de quelles opinions d'experts ces décisions sont-elles prises au parlement européen ?

« Je regrette, mais je ne suis pas très forte en la matière » dit Eli Gueorguieva. « Mais, si les médias nous donnent une information plus détaillée sur le mode précis du scrutin et du vote pour les différents partis et pour leurs candidats, je pourrais m'en informer et faire mon choix. Il ne faut

aucun doute que toute information fournie par les médias serait utile pour en savoir davantage. »

Seriez-vous intéressé par telle ou telle information sur le Parlement européen lui-même ?

« Oui, si cela pourrait influencer sur la politique et les décisions qui seront prises, y compris en ce qui concerne la Bulgarie. Toute information serait utile. »

Cette année, le Parlement européen a institué pour la première fois son prix de journalisme. Ont été nommés des journalistes qui ont contribué à mieux comprendre divers sujets européens d'actualité, ainsi que le fonctionnement des divers organismes de l'UE et les politiques de l'Union.

Les prix ont été attribués dans quatre catégories – presse écrite, radio, télévision et Internet. Des jurys de journalistes dans les 27 Etats membres de l'Union ont désigné leurs vainqueurs nationaux qui ont été présentés à Bruxelles au jury international qui, de son côté, a désigné les vainqueurs dans les différentes catégories. Ce sont Kirsten Woernle d'Allemagne et Wolfgang Boehm d'Autriche dans la catégorie Presse écrite, Mircea Rad

Lipovan et Andrea Manzat les deux de Roumanie dans la catégorie Radio, Shirin Wheeler de Grande Bretagne et Lars Petersen du Danemark dans la catégorie Télévision et Pete Pakarinen de Finlande dans la catégorie Internet. Le prix du Parlement européen est doté de 5000 euros pour chaque catégorie, ce qui nous mène à la question de savoir s'il est pas dangereux de voir telle institution « flirter » avec les journalistes qui couvrent ses travaux. Ioannis Darmis, chef du département Presse du Parlement européen et coordinateur du projet de prix de journalisme n'est pas de cet avis :

Nous avons fait exprès de choisir une procédure appelée à exclure les députés européens de la prise de décision – dit M. Darmis. – Les jurys de la première phase du concours n'étaient composés que de journalistes de l'Etat respectif membre de l'UE. Et le jury international qui a désigné les vainqueurs était lui aussi composé presque entièrement de journalistes – six journalistes en fonction et trois députés européens, eux aussi représentants de la profession de journaliste. Notre but était d'encourager le journalisme qui considère d'un œil critique de l'extérieur les travaux du parlement européen et des autres organismes de l'UE. Pour nous il est très important que les travaux du parlement soient observés et considérés d'un œil critique. En choisissant cette procédure nous avons évité justement ce « flirt » dont vous parlez », estime le coordinateur du projet Ioannis Darmis.

Les prix ont été remis lors d'une grande cérémonie le 17 octobre par le président du Parlement européen Hans-Gert Poettering en personne, cérémonie à laquelle assistaient tous les 68 vainqueurs nationaux nommés dans le concours. La remise des prix a été précédée d'une rencontre de jeunes journalistes des pays membres de l'UE. Elle avait lieu pour la deuxième fois et a réuni plus de 200 jeunes confrères. Comment est née cette idée du Parlement européen d'instituer son prix de journalisme

Un des objectifs de ce concours était d'améliorer la communication entre les institutions de

« UE et la société citoyenne – explique Ioannis Darmis.- Nous estimons qu’il existe un déficit d’information sur les activités du Parlement européen et sur leur rapport avec les citoyens de l’Europe. Nous pensons que par le prix de journalisme nous contribuerons à renforcer l’intérêt envers les travaux du parlement. Quand la communication entre le Parlement européen et les médias est bonne, nos contacts et nos rapports avec les citoyens sont bons eux aussi. C’est pourquoi, nous avons annoncé que le prix est attribué à des journalistes qui ont contribué à mieux informer les citoyens de l’Europe sur les problèmes européens et qui, par leur travail de journalistes, ont rapproché les institutions européennes des gens. Je pense que le jury a fait un bon choix. »

Et maintenant, jetons un coup d’œil sur notre voisine, la Roumanie qui est entrée, ensemble avec la Bulgarie, dans l’UE le 1er janvier 2007. Quelle est l’attitude de l’opinion publique en Roumanie à l’égard des travaux du Parlement européen ? Arrive-t-il d’abuser de l’UE, pour « expliquer » tel ou tel échec au niveau national ? Nous nous sommes entretenus par téléphone avec notre collègue Magda Crisan de TV Realitatea.

« Sur la toile de fond des problèmes que nous avons à résoudre au niveau national, tout ce qui est lié à l’UE reste à l’arrière plan – dit-elle. – La pauvreté, le chômage etc. – tout cela est à l’ordre du jour. Car ces problèmes font partie du quotidien des gens. Oui, cela n’est certes pas bien, car nous ignorons, nous ne nous rendons pas compte de l’importance des institutions européennes. Pour nous, leurs plans sont comme une bonne promesse. Pour nous l’UE est une sorte de promesse de vie meilleure. Mais nous manquons d’information la concernant. »

Selon un récent sondage d’opinion de European Values Study, le taux de confiance en les politiques en Bulgarie est extrêmement bas. En revanche, la Commission européenne se trouve parmi les institutions qui ont une cote de confiance très élevée au sein de la société bulgare. De l’avis de Magda Crisan, en Roumanie c’est pareil. « En premier lieu, dit-elle, les gens font confiance à l’Eglise orthodoxe et à l’armée. Les politiques, eux, sont au fond du classement de la confiance sociale ».

Qu’en sera-t-il lors des élections au Parlement européen l’an prochain ? les Roumains iront-ils aux urnes ou préféreront-ils rester chez eux ?

« Le taux de participation aux élections précédentes tournait autour de 30 %. Ce qui n’est pas suffisant. Les Roumains ne s’intéressent pas aux problèmes liés à l’Europe – estime Magda Crisan. – Je ne vois aucun intérêt de la part des Roumains, à part certains aspects plus pratiques de notre appartenance, comme par exemple les fonds européens. Mais en général, ils ne s’intéressent point à la politique européenne ou par exemple aux mesures de prévention des changements climatiques. Quand il s’agit de l’octroi d’argent, ils se sentent concernés, mais rien d’autre ne les intéresse ! A part cela, ils manquent d’information sur les travaux du Parlement européen et sur les prochaines élections au Parlement européen. A propos, j’ignore même combien ils sont les Roumains qui savent que des élections au Parlement européen auront lieu l’année prochaine. »

Faisons maintenant un saut vers la Croatie qui continue de négocier son adhésion à l'UE. « Les négociations sur notre adhésion à l'UE n'avancent pas aux rythmes voulus », estime Morana Petricic, de la Radio 101 de Zagreb.

« Selon une étude d'Eurobaromètre, rendue publique au printemps dernier, ils sont à peine 32 % les Croates qui voient un bon avenir de l'UE », explique-t-elle. « Alors que 26 % d'entre eux ont une attitude carrément négative. Les indices sont les plus nombreux – 40 %. Or, il n'y a qu'une seule cause de ces résultats contradictoires. Et elle se situe dans le fait que selon une grande partie des citoyens, la situation dans notre pays n'est pas favorable. D'un autre côté, la situation en Bulgarie et en Roumanie n'est pas différente, même si ces deux pays sont déjà membres à part entière de l'UE. Ce dont les gens chez nous s'en rendent compte. »

En outre, beaucoup de monde en Croatie craint de voir notre entrée dans l'UE entraîner la perte de notre identité, de nos valeurs et traditions nationales. En ce qui concerne l'opinion publique à l'égard du Parlement européen, je puis dire que Hans Svoboda qui est rapporteur du Parlement européen pour la Croatie est très respecté par nos médias. Mais il est souvent incompris par les simples gens qui accusent souvent Bruxelles de manque d'objectivité dans ses critiques concernant la situation dans notre pays ».

Chers auditeurs, il a été question au début de la conférence consacrée au Cinquantenaire du Parlement européen qui s'est tenue à Sofia. Un enregistrement audio des débats sera publié sur le site spécialisé <http://parliament.europe.bg>. Quant à la prochaine émission, elle sera consacrée à la crise financière mondiale et aux réactions de l'Europe. Cette rubrique est diffusée par Radio Bulgarie, RFI-Roumanie et Yvelines Radio de France sur le projet Maintenant – nous agissons ensemble avec le Parlement européen, exécuté par l'Institut européen avec le soutien financier de la Direction générale Communication du Parlement européen. Vos questions, commentaires et propositions sont les bienvenus à la rédaction, ainsi qu'à l'adresse électronique info@europe.bg Pour plus d'information, veuillez consulter le site <http://parliament.europe.bg>

M. Pelovska, R.Tzvetkova, V.Vladkova, V. Nikolova
Version française : Ivan Avouski